



Une année 2018 de tous les dangers pour des agents SNCF toujours moins nombreux !

Saint-Denis, le 02 Janvier 2018

Alors que le premier semestre de l'année 2018 devrait accoucher d'une loi ferroviaire après celle du 4 Août 2014 qui a cassé l'entreprise publique, les mêmes veulent maintenant liquider les acquis et les droits statutaires des cheminots. Après le hold-up de la CSG et le jour de carence pour les cheminots, et alors qu'une 4^{ème} année blanche salariale s'annonce pour les cheminots... l'année 2018, c'est d'abord un budget qui veut détruire plus de 2500 emplois (*majoritairement à Mobilités*). 2018 va sceller l'avenir des cheminots... notre avenir est entre nos mains !



**En 2018, je fais le vœu de
rester en poste pour finir le
travail de liquidation du
service public ferroviaire !
Productivité, régression,
suppression et répression
avant de transférer tout ça !**

**Retraites, Statut, unicité de l'entreprise...
tout est lié ! En 2018, débattons et agissons
pour refuser le transfert et la liquidation
des acquis des cheminots !**

Pour l'année 2018, ce sont 2 081 suppressions d'emplois qui sont annoncés, dont 2 046 pour la branche SNCF Mobilités (-2,5% des effectifs), 35 dans la holding de tête du groupe (-0,4%), SNCF Réseau devant rester stable ; mais **le mode de calcul retenu fait qu'en réalité, ce sont plus de 2500 emplois minimum en effectif réel que la direction veut supprimer en 2018 !**

Le gouvernement continue de tout mettre en œuvre pour accroître encore la part des déplacements routiers « bénéficiant » déjà du dumping social et des libéralisations de l'Europe des Patrons. **Pour aligner les conditions sociales des travailleurs du rail sur le droit commun et les standards des transports, ils veulent continuer la baisse des effectifs, les fermetures de ligne, la suppression des TET, de trains de nuit, la suppression d'arrêts TGV, le transfert de relations ferroviaires vers le bus...**

Tout cela s'inscrit dans un plan construit de longue date pour permettre l'arrivée de la concurrence, à laquelle on promet de ne pas payer la dette de l'infrastructure, une dette de l'État que les cheminots et les usagers payent depuis des décennies et que le gouvernement veut maintenant solder en 2018 par la remise en cause du contrat social cheminot ! Une privatisation de l'entreprise et une ouverture à la concurrence financées par les cheminots ! **A nous de refuser ce plan de liquidation !**

Un budget 2018 qui veut préparer la liquidation du ferroviaire public !

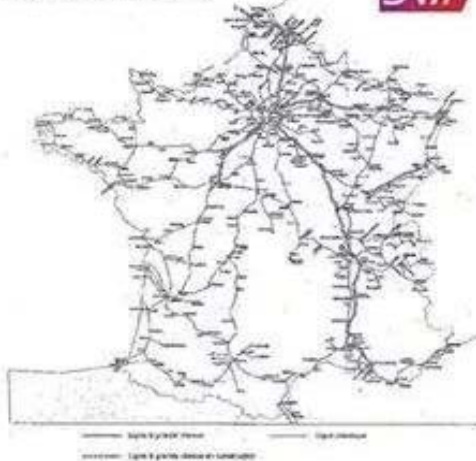
Le réseau voyageurs

En 2012



Préconisations gouvernementales dans le cadre des assises du ferroviaire pour 2014

Moins 11 000 kms



→ Suppression de plus de 10 000 Kms de voie !

→ Laisser les régions (si elles en ont les moyens) organiser les Trains d'Équilibre du Territoire et les trains de nuit !

→ Supprimer les TER non rentables et les transférer sur la route !

→ Supprimer des arrêts TGV et des circulations là où ils sont jugés non rentables !

- Supprimer des emplois, et modifier le contenu des métiers en vue de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs !
- Aligner les cheminots sur le régime général qui intègre notamment le calcul de pension sur 25 ans au lieu des 6 mois.
- Contraindre certains cheminots à rejoindre l'opérateur privé qui remporterait un contrat sur le ferroviaire régional !
- Pour les autres, permettre à SNCF de mettre en œuvre des plans sociaux !

En 25 ans, ce sont 397 milliards de fonds publics qui ont été affectés aux infrastructures terrestres, mais combien pour le rail ?

- ROUTE : 69,4 % ont été affectés au goudronnage. 136 000 Kms.
- FERROVIAIRE : 19,6 % sur le ferroviaire. Plus de la moitié pour le seul TGV qui est passé en 20 ans, de 650 à 2036 kms de voies.
- 9,9 % aux trams et métros.
- 1,1 % sur le fluvial.

**Et qui paye la dette du système routier ?
Non, ce n'est pas aux travailleurs du rail et au système ferroviaire de payer la dette et le désengagement de l'État !**

**En 2018, SUD-Rail ne vendra pas les cheminots pour des pseudos garanties sociales qui seront remises en cause à la 1^{ère} occasion !
D'autres solutions sont possibles que de casser le système ferroviaire et de livrer les travailleurs du rail à la régression sociale !**

En 2018, venez nombreux rejoindre SUD-Rail pour faire valoir une autre vision pour l'avenir du système ferroviaire et pour ceux qui le font au quotidien ! Plus nombreux en 2018, nous pourrons imposer d'autres choix et gagner de nouveaux droits !

FÉDÉRATION SUD-Rail - 17 BOULEVARD DE LA LIBÉRATION 93200 ST DENIS

TEL : 01 42 43 35 75
FAX : 01 42 43 36 67

@ : sud.rail.federation@gmail.com
INTERNET : www.sudrail.fr

FACEBOOK : @sudrailofficiel
TWITTER : @Fede_SUD_Rail